

**L'AIDE
Stop Amiante**
>> POUR PROTÉGER VOS
SALARIÉS DE L'AMIANTE



DOSSIER D'INFORMATION AFS «STOP AMIANTE»

Les entreprises de maintenance ou de nettoyage et celles de la construction doivent gérer le risque amiante lors de leurs interventions, notamment lors de travaux sur des Bâtiments existants.

Ces entreprises ont l'obligation de former leurs salariés aux travaux susceptibles de dégager des fibres d'amiante.

Concrètement, qu'est-ce que l'Assurance Maladie – Risques Professionnels vous propose ?

L'Assurance Maladie – Risques Professionnels vous propose «**Stop Amiante**», une aide financière **pour l'achat, dans la limite de 40% du montant hors taxe**, de l'ensemble des investissements, **de matériels spécifiques et performants pour réduire les expositions aux fibres d'amiante au niveau le plus bas possible lors des travaux d'entretien et/ou de maintenance** tels que :

- Aspirateur équipé d'un filtre à Très Haute Efficacité (THE) doté d'un système de changement de sac en sécurité,
- Dispositif de production et distribution d'air de qualité respirable,
- Masque complet à adduction d'air ou à ventilation assistée type TM3P,
- Unité mobile de décontamination portée, tractée ou autonome.

Cette aide, dans la limite d'une subvention totale de 25 000 €, s'adresse aux entreprises du régime général et de moins de 50 salariés, dépendantes des secteurs du bâtiment, des travaux publics, du nettoyage et de la maintenance (CTN A, B, C ou I).

Pour bénéficier de cette aide, vous devez :

- Acheter des équipements conformes aux cahiers des charges définis par la CNAMTS et l'INRS,
- Former au risque « Amiante » au moins 1 salarié par tranche de 5 salariés de l'effectif de l'entreprise, dont le référent Amiante de l'entreprise, par un organisme de formation certifié ou habilité en sous-section 4.

Les listes des organismes certifiés sont disponibles sur les sites des organismes certificateurs (I.cert, Certibat et Global)
La liste des organismes habilités sera disponible auprès de votre Caisse

Vous êtes intéressé, comment en bénéficier ?

Vous devez **impérativement** réserver l'aide « Stop Amiante » avant le 15 juillet 2017 auprès de votre Caisse Régionale (CGSS, CARSAT ou CRAMIF pour l'Île de France).

Ensuite suivez les étapes décrites ci-après : Etape 1 : Réservation sur devis

Vous envoyez à votre Caisse régionale par lettre recommandée votre demande de réservation, la copie du devis ainsi que les attestations de formation (voir le formulaire de réservation en annexe).

Un modèle de dossier de réservation et les conditions générales d'attribution de l'aide financières sont disponibles dans ce dossier (pages 4 et 6) et sur le site de votre caisse régionale.

À réception par votre Caisse régionale de ces documents, **vous recevez** dans un délai de deux mois **un courrier confirmant ou non la réservation de votre aide financière**.

Si votre demande est acceptée, notez bien la référence. Vous avez deux mois pour confirmer cette réservation en envoyant le bon de commande.

Etape 2 : Confirmation sur bon de commande

Vous confirmez la réservation de votre aide Stop Amiante en adressant par lettre recommandée à votre Caisse régionale, dans les 2 mois suivant la réception du courrier de confirmation de réservation :

- la copie de votre bon de commande détaillé, daté postérieurement au 1^{er} octobre 2016 et conforme au devis.

Etape 3 : Versement de l'aide sur présentation de la facture

Vous recevez votre aide : **40 % de votre investissement HT plafonnée, 25 000 € en une fois** par virement bancaire après réception et vérification des justificatifs suivants :

- le duplicata de la facture acquittée,
- une attestation de versement des cotisations et de fournitures ou une attestation de fournitures des déclarations sociales et de paiement (téléchargeables sur le site de l'URSSAF),
- un relevé d'identité bancaire (RIB) original au nom de l'Entreprise.

Astuces

- *Rappelez bien la référence de votre dossier de réservation dans toutes vos correspondances avec la Caisse régionale,*
- *Pour le bon suivi de votre dossier pensez à conserver une copie de toutes vos pièces justificatives.*

Cette aide est proposée dans la limite de la dotation annuelle nationale réservée à cette opération. Reportez-vous aux conditions générales d'attribution page 6

FORMULAIRE DE RESERVATION/ DEMANDE D'AIDE «STOP AMIANTE»

Raison sociale

Adresse :

Adresse e-mail :@.....

SIREN :

SIRET : (si plusieurs SIRET demandeurs, compléter le tableau joint)

Code Risque :

Effectif total de l'entreprise (SIREN) :

Je soussigné(e)

Nom :

Prénom :

Fonction * :

déclare sur l'honneur :

- que le Document Unique d'évaluation des risques de mon entreprise est mis à jour et qu'il est à la disposition du service prévention de ma caisse régionale (Carsat, Cramif pour l'Île de France ou CGSS pour les DOM),
- que – le cas échéant – les institutions représentatives du personnel de mon établissement ont été informées de la démarche engagée pour bénéficier de cette aide financière nationale simplifiée,
- que mon entreprise est à jour de ses cotisations URSSAF au titre de ses établissements implantés dans la circonscription de la caisse,
- que mon entreprise adhère à un Service de Santé au Travail nommé :
- avoir communiqué les critères définis en § 3 des conditions générales à l'entreprise émettrice du devis,
- avoir pris connaissance des conditions générales d'attribution de l'aide « Stop Amiante » et les accepter,
- que le cumul des aides publiques ne dépasse pas 70 % de l'investissement.

-
- Je vous adresse la copie du (des) devis ou bon(s) de commande détaillé(s), conforme(s) aux critères définis en § 3 des conditions générales, nécessaire(s) pour la réservation de l'aide,

Ou

- Je vous adresse la copie du (des) bon(s) de commande détaillé(s), conforme(s) aux critères définis en § 3 des conditions générales, nécessaire(s) pour la demande d'aide, ainsi que les pièces justificatives pour le versement de l'aide,

-
- Je souhaite bénéficier de l'aide financière pour plusieurs établissements de mon entreprise (formulaire de réservation complémentaire rempli et joint à ce formulaire).

Fait àle ___ / ___ / 201___

Signature obligatoire* et cachet de l'entreprise

*Attestation obligatoirement signée par l'un des représentants légaux de l'entreprise

**FORMULAIRE DE RESERVATION COMPLEMENTAIRE
DEMANDE D'AIDE POUR PLUSIEURS ETABLISSEMENTS D'UNE MÊME
ENTREPRISE**

SIRET	ADRESSE SIRET	(SI UTILE NUMERO D'AGREMENT OU AUTRE)	TYPE D'INVESTISSEMENT (SI UTILE)

Vous avez eu connaissance de cette aide financière par :

- La CARSAT Midi-Pyrénées, Précisez le nom de votre interlocuteur :
- Un partenaire de la CARSAT, Précisez :
- Le Service de Santé au Travail, Précisez :
- Un Syndicat Professionnel, Précisez :
- Un fournisseur
- Une autre entreprise
- La presse, Précisez :
- Autre, Précisez :

CONDITIONS GENERALES D'ATTRIBUTION DE L'AIDE FINANCIERE NATIONALE SIMPLIFIEE NOMMEE « STOP AMIANTE »

(Arrêté du 9 décembre 2010 relatif aux incitations financières)

Subvention pour l'acquisition de matériels de protection pour les travaux d'entretien et de maintenance susceptibles de libérer des fibres d'Amiante

1. Programme de prévention

Relatif à la mise en œuvre de l'article L.422-5 du code de la Sécurité Sociale (arrêté du 9 décembre 2010 relatif aux incitations financières), ce programme de prévention a pour but :

- d'aider les entreprises dans les choix techniques à mettre en œuvre pour réduire les expositions au niveau le plus bas possible, lors des travaux d'entretien et/ou de maintenance (sous-section 4 du code du travail),
- et
- de systématiser et faciliter les phases de décontamination des salariés, en aidant les entreprises à s'équiper en matériels spécifiques et performants.

2. Bénéficiaires

Cette aide financière est destinée à toutes les entreprises¹ du régime général et de moins de 50 salariés, dépendantes des secteurs du bâtiment, des travaux publics, du nettoyage et de la maintenance (CTN A, B, C ou I).

A l'exclusion des entreprises de sous-section 3 (certifiées ou en cours de certification) « amiante » par un organisme accrédité par le COFRAC ou qui ont fait l'objet d'un retrait de certificat depuis moins de 3 ans.

L'effectif est calculé par l'Assurance Maladie - Risques Professionnels, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'Arrêté du 17/10/95 qui précise que le nombre de salariés d'un établissement est égal à la moyenne des nombres de salariés présents au dernier jour de chaque trimestre civil de la dernière année connue.

Cette aide s'adresse prioritairement aux entreprises de moins de 20 salariés.

3. Équipements concernés

Cette aide financière est destinée au financement de :

1. Aspirateur équipé d'un filtre à Très haute Efficacité (THE) doté d'un système de changement de sac en sécurité,
2. Unité mobile de décontamination portée, tractée ou autonome,
3. Dispositif de production et de distribution d'air de qualité respirable,
4. Masque complet à adduction d'air (ou à ventilation assistée) type TM3P.

Les installations financées devront être conformes aux cahiers des charges définis par l'INRS et les caisses régionales (Carsat, Cramif et CGSS) joints en annexe et disponibles sur le site :

www.ameli.fr/employeurs/prevention/les-aides-financieres/ aide « Stop Amiante »

et sur le site amiante de l'INRS : **www.amiante.inrs.fr**

¹ Cas particulier : Les jeunes entreprises n'ayant pas encore de salarié ne peuvent faire de réservation car elles ne sont pas encore éligibles à l'aide. Elles le deviennent après l'embauche d'un salarié et peuvent ainsi bénéficier de l'aide (voir fin du § 9).

4. Financement

L'entreprise pourra bénéficier de la subvention de :

- Aspirateur : 2 unités
- Unité mobile de décontamination : 1 unité
- Dispositif de production et de distribution d'air : 1 unité
- Masque : 2 unités

Dans la limite de 40% du montant hors taxe de l'ensemble des investissements.

Le montant de la subvention totale ne devra pas excéder 25 000 € par entreprise, si elle :

- répond aux critères techniques définis dans le cahier des charges,
- répond aux critères administratifs (cf. § 5),
- met en œuvre les mesures de prévention obligatoires (cf. § 7),
- présente dans les délais requis, à la Caisse régionale (Carsat, Cramif ou CGSS) (dénommée la Caisse dans la suite du texte), toutes les pièces justificatives nécessaires (cf. § 10), notamment factures acquittées, attestations, etc...

Pour les entreprises multi-établissements, la demande d'aide devra se faire de façon groupée par région. Si cette aide financière est complétée d'une autre subvention publique, le cumul des aides publiques ne doit pas dépasser 70% du montant total de l'investissement.

5. Critères administratifs

- l'entreprise dépend des numéros de risque des secteurs du bâtiment, des travaux publics, du nettoyage et de la maintenance,
- l'entreprise est implantée en France métropolitaine ou dans un département d'Outre-Mer, l'effectif global de l'entreprise selon le n° SIREN, est compris **entre 1 et 49 salariés**,
- l'entreprise est à jour de ses cotisations au titre de ses établissements implantés dans la circonscription de la caisse mentionnée (voir annexe réservation/demande d'aide),
- le document unique de l'établissement est à jour et à disposition de la caisse si celle-ci demande à le consulter (voir annexe réservation/demande d'aide),
- les équipements achetés doivent être neufs et être propriété intégrale de l'entreprise,
- l'entreprise doit fournir la (ou les) attestation(s) de formation au risque « Amiante » de son (ses) salarié(s) dont le référent technique,
- les institutions représentatives du personnel sont informées de cette démarche (voir annexe réservation/demande d'aide),
- l'établissement adhère à un service de santé au travail. (voir annexe réservation/demande d'aide).

6. Critères d'exclusion

Sont exclus du présent dispositif d'aide financière nationale simplifiée :

- les entreprises ayant déjà bénéficié de 3 dispositifs d'aides financières simplifiées, autres que « Stop Amiante », de la part de l'Assurance Maladie-Risques Professionnels depuis janvier 2014,
- les entreprises bénéficiant d'un contrat de prévention ou ayant bénéficié d'un contrat de prévention dont la transformation en subvention date de moins de 2 ans,
- les entreprises sous injonction quelle que soit la nature du risque à la date de versement de l'aide financière,
- les entreprises sous majoration de leur taux de cotisation dès initiation de l'investissement par l'entreprise jusqu'à la date de versement de l'aide financière.
- les équipements financés par crédit-bail, leasing, location de longue durée,
- les équipements commandés avant la date de lancement de l'aide définie au § 8.

7. Mesure de prévention obligatoire

Pour bénéficier de cette aide financière, le chef d'établissement devra avoir fait former au risque «Amiante», par un organisme de formation certifié ou habilité, au moins 1 salarié par tranche de 5 salariés de l'effectif de l'entreprise, dont le référent Amiante de l'entreprise.

8. Offre limitée et durée de validité

Une dotation financière nationale annuelle est réservée à cette offre lancée le **1^{er} octobre 2016**, date d'entrée en vigueur.

La date limite de validité de cette offre est fixée au **15 Novembre 2017**. Elle correspond à la date limite d'envoi de l'intégralité des pièces justificatives pour le paiement de cette aide.

9. Réservation et demande de l'aide

En cas de demandes excédant la dotation annuelle, **une règle privilégiant les demandes de réservations selon l'ordre chronologique d'arrivée sera appliquée, le cachet de la Poste faisant foi.**

Il est donc fortement conseillé à l'entreprise souhaitant bénéficier de l'aide, de la réserver².

Pour cela, elle envoie **par lettre recommandée** à la caisse dont elle dépend son « dossier de réservation » dûment rempli et accompagné :

1. du formulaire de réservation/demande d'aide (disponible dans le dossier d'information),
2. du (ou des) devis détaillé(s) des équipements pouvant être subventionnés mentionnant la conformité au(x) cahier(s) des charges.

A réception du dossier complet de réservation, la **caisse répond dans un délai maximum de deux mois. Ce courrier est adressé en recommandé, avec une référence identifiant cette réservation.**

A réception du courrier d'accord, **l'entreprise dispose de deux mois pour envoyer par lettre recommandée une copie du/des bon(s) de commande conforme au devis pour que sa réservation soit considérée comme définitive.**

La référence de réservation doit être mentionnée dans ce courrier.

Si l'entreprise n'envoie pas de bon de commande dans les deux mois, elle recevra une réponse défavorable de la caisse au motif de non présentation de celui-ci, la réservation sera alors annulée.

L'entreprise peut aussi opter pour une réservation directement à partir de sa commande.

Dans ce cas, l'entreprise envoie la copie du/des bons de commande détaillé(s) mentionnant la conformité au cahier des charges (le ou les bons de commande étant postérieur(s) à la date de lancement de l'aide, soit le 1^{er} octobre 2016, avec le formulaire de réservation dûment rempli.

En cas de réponse défavorable suite à l'envoi du dossier de réservation, l'entreprise recevra une réponse motivée de la part de la caisse.

² Cas Particulier : Les jeunes entreprises n'ayant pas encore de salariés ne peuvent faire de réservation car elles ne sont pas encore éligibles à l'aide. Toutefois, si elles ont réalisé l'investissement pendant la période de validité de l'offre et ont embauché quelques mois plus tard un salarié pour lesquelles elles ont déjà versé les cotisations sociales, elles peuvent bénéficier de l'aide en faisant une demande directe d'aide sans réservation. Dans ce cas, le versement de l'aide sera possible dans la mesure où des budgets restent disponibles, déduction faite des réservations.

Toute demande de réservation est à envoyer avant le 15 Juillet 2017.

A tout moment, et en particulier à partir du 16 Juillet 2017, jusqu'au 15 Novembre 2017, l'entreprise peut opter pour une demande directe d'aide sans réservation, en adressant, par lettre recommandée, un dossier complet comprenant le formulaire de réservation/demande d'aide, la copie du/des bons de commande détaillé(s) mentionnant la conformité au cahier des charges (le ou les bons de commande étant postérieur(s) à la date de lancement de l'aide, soit le 1^{er} octobre 2016, et toutes les pièces justificatives au paiement de l'aide (voir §10).

En ce cas, le versement de l'aide sera possible dans la mesure où des budgets restent disponibles, déduction faite des réservations.

10. Conditions de versement de l'aide financière

Le versement de l'aide s'effectue en une seule fois par la caisse, après réception et vérification des pièces justificatives suivantes :

- **le duplicata ou une copie certifiée conforme de la ou des factures acquittées.** La date de toute facture faisant partie des pièces justificatives, doit être comprise dans la période de validité de l'offre,
- **une attestation de versement des cotisations et de fournitures** de déclaration des candidats attributaires d'un marché public (téléchargeable par l'entreprise sur le site de l'URSSAF),
- ou **une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement** des cotisations et contributions des candidats à une commande au moins égale à 5 000 € HT (téléchargeable par l'entreprise sur le site de l'URSSAF),
- **un RIB original** ou imprimé à partir d'un fichier électronique **et comportant en original** :
 - le cachet de l'entreprise,
 - la date,
 - la signature du responsable légal de l'entreprise ainsi que sa fonction.
- **une (ou des) attestation(s) de formation au risque « Amiante » par un organisme de formation certifié ou habilité.**

L'envoi des documents nécessaires au versement de l'aide est à faire par courrier recommandé au plus tard le 15 Novembre 2017, le cachet de La Poste faisant foi.

11. Clause de résiliation

Si l'entreprise n'a pas envoyé ses justificatifs **avant le 15 Novembre 2017**, elle ne peut plus prétendre au versement de cette aide et ce, même si sa réservation avait été acceptée.

12. Responsabilité

La caisse s'engage à aider financièrement l'entreprise dans les conditions stipulées ci-dessus, sans qu'il puisse toutefois en résulter une quelconque mise en cause de sa responsabilité, l'entreprise assumant seule les conséquences de toute nature de ses investissements et ses actions en matière de prévention.

13. Lutte contre les fraudes

Dans le cadre de la politique de lutte contre les fraudes, le présent dossier est susceptible d'être contrôlé par des visites sur site par les ingénieurs-conseils et contrôleurs de sécurité qui exigeront de voir le matériel ou équipement subventionné ainsi que les justificatifs originaux, et les éléments liés aux attestations sur l'honneur. Il pourra alors être procédé à des mesures afin de vérifier la conformité de l'installation avec le cahier des charges. Les fournisseurs pourront aussi être interrogés.

Si ce matériel ou équipement est non monté, non installé, s'il n'est pas visible, si les prestations n'ont pas été réalisées ou si les déclarations sur l'honneur se révélaient erronées, la caisse demandera par voie de contentieux le remboursement de la totalité de l'aide financière accordée.

14. Litiges

En cas de litige, le dossier sera porté devant le tribunal compétent.